

Ressources éducatives

Supplément
congrès

Fédération des Aroéven

DÉCEMBRE 2025 N°187



**Bien-être
& éducation,
un enjeu collectif**

Aroéven

Revue offerte - ISSN N°1153-2092 - SEMESTRIEL

SOMMAIRE

Sommaire

Édito P3

L'organisation du travail, un facteur central du bien-être professionnel

Intervention de Malo Mofakhami P4

Créer des environnements éducatifs propices à la prévention des violences sexuelles : quelles pratiques, quelle posture ?

par Sébastien Brochot P9

Éducation nationale / Éducation populaire : quels liens et quelles articulations pour le bien-être des jeunes ?

Intervention d'Éric Le Grand et Benjamin Moignard P12

Pour une culture du bien-être à l'école : quels enjeux, quelle évaluation ?

Intervention d'Agnès Florin P15



Aroéven CONGRÈS

**Le congrès de Nancy est fini,
nous sommes rentrés dans nos Aroéven
l'esprit vivifié des propos et des échanges,
le cœur empli de souvenirs !**

Ce bien-être des jeunes, à l'école comme dans les temps périscolaires, a interrogé nos pratiques et nos attitudes... Voici un rapide memorandum "post-congrès".

Tout d'abord, interrogeons-nous sur le terme qui caractérise l'adulte en charge du jeune - enfant ou élève : est-il animateur, encadrant, enseignant, responsable ?

Et si nous revenions aux racines du mot "pédagogue" ? Dans l'Antiquité, le pédagogue est l'esclave préposé à l'accompagnement de l'enfant... παις, l'enfant et αγω je mène, le pédagogue mène, conduit l'enfant à l'école et le protège en chemin.

Ainsi nous sommes tous les pédagogues de ces enfants placés sur notre route, scolaire ou périscolaire ! Amusons-nous alors avec ces "commandements laïques" !

*Ce jeune placé sur ton chemin éducatif,
de **Bienveillance** en toute circonstance, tu l'entoureras
d'**Ingéniosité** tu feras preuve pour créer confiance, envie et intérêt et, par là
même, le captiver et le pousser à agir et à apprendre
des **Encouragements** toujours tu déploieras pour baliser ses apprentissages
du **Négatif**, tu t'abstiendras, te rappelant sans cesse que corriger n'est pas
dénigrer
de l'**Échange** tu feras ton moteur, ses idées directement nées de son monde à lui
peuvent ouvrir des pistes riches et inattendues
de la **Tolérance** et du respect mutuel, tu abuseras sans retenue
de la **Réciprocité** tu forgeras votre créativité et son engagement et tu
apprécieras les découvertes menées à plusieurs
de tout cela, "**Enjoy**", tu pourras partager avec lui la satisfaction d'une activité
épanouissante ou d'un apprentissage réussi !*

Rions, rions !

Un peu de malice, beaucoup d'utopie et d'enthousiasme, mais ces quelques suggestions ne reprennent-elles pas quelques-unes des pistes évoquées à Nancy ?

Par Chantal Laval-Maingraud,
membre du comité de relecture



L'organisation du travail, un facteur central du bien-être professionnel

Intervention de **Malo Mofakhami**,
maître de conférences en sciences économiques à l'Université
Sorbonne Paris Nord et chercheur affilié à l'Iris (Institut de recherche
interdisciplinaire sur les enjeux sociaux) et au CEET (Centre d'Études
de l'Emploi et du Travail), au Congrès 2025 de la Fédération des
Aroéven.

Propos retranscrits par **Thomas Risso**, chargé de communication,
Elisa Lerat, assistante communication et **Daphné Chevrier**,
responsable communication à la Fédération des Aroéven.

Ce dossier s'appuie à la fois sur mes propres travaux et sur ceux de
collègues, pour explorer les enjeux de la qualité de vie et des conditions
de travail en France, en particulier dans le secteur associatif.

Ancien engagé associatif - et toujours actif aujourd'hui -, j'ai
notamment été vice-président du Mouvement associatif. Cette
expérience me donne une connaissance intime des dynamiques et des
enjeux propres au secteur, en particulier dans le champ de l'Éducation
populaire, ma famille associative d'origine.

L'organisation du travail sera abordée comme un facteur central du bien-être professionnel. Dans un premier temps, un état des lieux des recherches en sciences sociales, en économie et dans d'autres disciplines permettra de poser les principaux concepts liés à la qualité du travail. Ensuite, seront présentés des travaux comparatifs en cours, menés avec des collègues, portant sur la qualité du travail dans les secteurs public, privé lucratif et non lucratif – ce dernier étant appréhendé au-delà du seul cadre associatif, en raison des limites d'identification dans les enquêtes.

Le projet “Que sait-on du travail ?”

L'état des lieux sur le travail a récemment été enrichi par le projet collectif de médiation scientifique “Que sait-on du travail ?”, porté par de nombreux chercheurs et chercheuses. Ce projet vise à rendre accessibles les recherches en sciences sociales sur le travail au grand public. Il a abouti à la publication d'un ouvrage éponyme¹ aux Presses de Sciences Po, complété par une page en ligne dédiée et un double partenariat avec Le Monde et La Vie des Idées.

L'objectif était de dresser un constat documenté, principalement en France mais avec une ouverture internationale sur les conditions d'emploi et de travail. Si les chercheurs sont souvent perçus comme apportant peu de propositions, ce projet a fait l'effort d'en formuler, notamment grâce à la collaboration avec La Vie des Idées, aboutissant à un volet “Travailler mieux”.

Ces propositions, variées, s'adressent autant aux pouvoirs publics (réglementation) qu'aux organisations (entreprises, associations, institutions), avec l'ambition d'améliorer concrètement la qualité du travail.

Une approche multidimensionnelle de la qualité du travail

En sciences sociales, un consensus s'est formé autour de l'idée que la qualité du travail et de l'emploi ne peut être appréhendée de manière univoque : une approche multidimensionnelle est nécessaire.

Si les économistes mettent souvent l'accent sur le chômage ou les salaires – des enjeux majeurs, bien sûr – notre démarche, en écho aux préoccupations portées par les Aroéven, vise à dépasser ces seuls critères. Le travail ne se réduit ni à un revenu, ni à un contrat, ni même à l'accès à l'emploi.

D'autres dimensions, relevant davantage des conditions de travail, doivent être prises en compte : temps de travail, équilibre vie professionnelle/vie personnelle, accès à la formation, perspectives de carrière, autonomie, participation aux décisions, ou encore représentation collective.

Six dimensions clés

Dans nos recherches, nous retenons six dimensions clés de la qualité du travail, également reprises par France Stratégie – le *think tank*² rattaché au Premier ministre. Cette méthodologie permet une lecture fine et cohérente des enjeux liés au travail.

Diagnostic international : la France en retrait

À partir de ce cadre, nous avons réalisé une analyse comparative internationale (France, Allemagne, Italie, Pologne, Suède, Royaume-Uni). Les résultats ne sont pas encourageants pour la France.

- Conditions d'emploi : la France se situe légèrement au-dessus de la moyenne européenne, grâce à un système institutionnel protecteur (prévalence du CDI, stabilité de l'emploi).
- Conditions de travail : en revanche, les indicateurs sont presque tous en rouge pour la France, signalant une performance inférieure à la moyenne européenne.
- Forte exposition aux risques physiques et biochimiques, notamment dans les services, malgré un tissu industriel relativement faible.
- Intensité du travail élevée, manque d'autonomie, environnement de travail dégradé.
- Faible accès à la formation et perspectives de carrière limitées.
- Sur le temps de travail, la France se rapproche de la moyenne européenne grâce aux 35 heures, mais reste en retrait sur la flexibilité des horaires et la possibilité de les organiser soi-même.

Une conclusion claire

La France protège l'emploi, mais le contenu même du travail reste problématique, avec des conditions dégradées sur plusieurs plans essentiels. Ce constat constitue un signal d'alerte fort pour penser des politiques et des actions à même d'améliorer réellement la qualité du travail au quotidien.

1. Une page dédiée sur le site de Sciences Po permet de consulter certains contenus de l'ouvrage et d'en retrouver les principaux éléments.

2. Groupe de réflexion privé qui produit des études sur des thèmes de société au service des décideurs.

Un diagnostic préoccupant des conditions de travail en France

Le constat général que nous formulons dans l'ouvrage est le suivant : en France, les entreprises et organisations prêtent encore trop peu d'attention aux conditions de travail, ce qui expose une grande partie des salariés à des formes diverses de pénibilité.

Pour affiner ce diagnostic, un travail mené par Christine Erhel avec France Stratégie a permis de regrouper les métiers selon leur proximité sur les six dimensions de la qualité du travail, en s'appuyant sur les grandes enquêtes de la statistique publique. Ce classement fait apparaître six grands groupes professionnels, allant des mieux lotis aux plus exposés.

Groupes 1 et 2 : les mieux positionnés

- Le premier groupe, composé majoritairement de cadres, bénéficie des meilleures conditions de travail : salaires élevés, bonnes trajectoires de carrière, conditions d'emploi solides. Seul bémol : un temps de travail souvent soutenu.
- Le deuxième groupe regroupe les professions intermédiaires (techniciens, paramédicaux, enseignants, administratifs...). Les conditions sont correctes, même si les salaires sont plus bas. Le temps de travail y est plus régulé, mais les conditions de travail se dégradent légèrement.

Groupes 3 à 6 : conditions dégradées

- Le troisième groupe concerne une large part des ouvriers, qualifiés ou non. À l'exception du temps de travail, relativement encadré par les conventions collectives, toutes les autres dimensions sont fortement dégradées.
- Le quatrième groupe réunit des métiers dits manuels non industriels (agents d'entretien, vendeurs, secrétaires...), eux aussi fortement exposés à la pénibilité.
- Le cinquième groupe comprend des emplois de services avec horaires atypiques (chauffeurs, aides à domicile, cuisiniers, caissiers, agents de sécurité...). Ici, les conditions d'horaires sont particulièrement mauvaises, rendant ces professions très vulnérables.
- Enfin, le sixième groupe rassemble les professions de première ligne (aides-soignants, infirmiers, travailleurs sociaux, forces de l'ordre, pompiers, médecins). Bien qu'ils bénéficient de structures collectives solides et d'une bonne représentation syndicale, ces métiers sont marqués par une forte pénibilité et des temps de travail difficiles.

Un paysage contrasté, sans configuration idéale

Aucune configuration professionnelle n'échappe totalement aux difficultés : même les cadres, mieux lotis sur plusieurs dimensions, rencontrent des problèmes d'intensité et de surcharge horaire.

Les catégories socioprofessionnelles, bien qu'elles ne résument pas à elles seules les situations, expliquent une part importante des écarts observés. Certaines dimensions – comme le salaire, la trajectoire professionnelle et les conditions d'emploi – sont souvent corrélées, tout comme les horaires et les conditions de travail, qui forment un autre axe discriminant.

Enfin, il convient de rappeler que les groupes les plus exposés représentent des effectifs très importants, ce qui en fait un enjeu central pour les politiques d'amélioration du travail.

Qualité de l'emploi, soutenabilité du travail et satisfaction : une double lecture

Les travaux réalisés montrent que la qualité de l'emploi, lorsqu'elle est synthétisée en un indicateur agrégé (hors dimensions pécuniaires), est étroitement liée à deux éléments subjectifs :

- 1 La soutenabilité du travail, mesurée par la capacité perçue à tenir jusqu'à la retraite.
- 2 La satisfaction professionnelle.

Soutenabilité : une perception révélatrice

La soutenabilité est évaluée à partir d'une question posée aux travailleurs :

"Pensez-vous pouvoir exercer votre métier jusqu'à la retraite ?"

Même si cette mesure est subjective, elle permet de capter le ressenti sur la durabilité du travail, complémentaire aux indicateurs plus objectifs (temps de travail, conditions physiques, autonomie, etc.).

Les résultats révèlent une corrélation globale entre qualité de l'emploi et soutenabilité perçue. Toutefois, des écarts importants apparaissent :

- Des cadres du BTP (Bâtiment et Travaux Publics) affichent à la fois de bonnes conditions et une forte capacité à se projeter jusqu'à la retraite.
- À l'inverse, les employés de banque, avec des conditions proches, se sentent nettement moins capables de tenir jusqu'à la fin de leur carrière.
- Certains métiers pourtant marqués par de fortes contraintes objectives (agriculteurs, éleveurs, ouvriers non qualifiés) déclarent une bonne capacité à continuer, ce qui peut refléter des dimensions vocationnelles ou une forte satisfaction personnelle.



- En revanche, les métiers du commerce et de la restauration (caissiers, agents d'hôtellerie) cumulent conditions dégradées et forte insoutenabilité perçue.

Un cas particulièrement notable est celui des professions de l'action sociale et de l'orientation (souvent présentes dans le secteur associatif) : malgré des conditions objectivement moyennes, elles se situent très bas en soutenabilité perçue, ce qui s'explique sans doute par une forte exposition aux risques psychosociaux.

Satisfaction professionnelle : une corrélation plus forte, mais pas totale

Une deuxième analyse montre que la satisfaction professionnelle est elle aussi corrélée à la qualité de l'emploi, mais là encore, des dissonances existent :

- Les cadres du BTP se déclarent très satisfaits, en cohérence avec leur niveau de qualité d'emploi.
- Les employés de banque sont globalement peu satisfaits, malgré des conditions relativement favorables.
- Les agriculteurs, encore une fois, expriment une forte satisfaction malgré des conditions souvent difficiles.

En résumé, ces résultats soulignent que :

- Les dimensions objectives (conditions de travail mesurées) sont essentielles, mais insuffisantes à elles seules pour évaluer pleinement la qualité d'un emploi.
- Les perceptions subjectives, comme la satisfaction ou la capacité à se projeter dans un métier, jouent un rôle déterminant dans le rapport au travail.
- Enfin, certains métiers "passion" ou très investis émotionnellement peuvent compenser une partie des contraintes, mais au prix parfois élevé sur le plan psychologique.

Le sens au travail : un levier essentiel, mais fragile

Avant d'aborder le secteur associatif, il est utile de souligner l'importance du sens au travail, étudié par Thomas Coutrot et Coralie Perez. Leur analyse, complémentaire à celle des conditions objectives, met en lumière trois dimensions clés qui façonnent le sens donné au travail :

- L'utilité sociale, c'est-à-dire le sentiment que son travail profite aux autres, dimension particulièrement forte dans le secteur associatif.
- La cohérence éthique, ou la possibilité de faire son travail "correctement" selon ses propres critères professionnels, souvent compromise par des contraintes organisationnelles ou un manque de moyens.
- La capacité de développement, soit l'opportunité d'apprendre et d'évoluer, particulièrement valorisée chez les jeunes diplômés mais importante pour tous.

Ces dimensions, à la fois distinctes et interconnectées, expliquent pourquoi un emploi peut être enrichissant sous certains aspects mais frustrant sous d'autres.

Leur étude montre aussi que la perte de sens est fortement liée à un risque accru de dépression, indépendamment des conditions matérielles. Deux facteurs majeurs contribuent à cette perte :

- Les changements organisationnels non concertés, qui renforcent le sentiment d'aliénation.
- L'imposition d'objectifs purement quantitatifs, déconnectés de la finalité du travail.

Ces résultats plaident pour des organisations plus horizontales et participatives, un point fort du secteur associatif. Cependant, même dans ce secteur, la pression pour produire des indicateurs chiffrés sans réelle concertation peut provoquer une perte de sens similaire à celle observée dans les grandes entreprises ou institutions publiques.

La qualité de l'emploi dans le secteur associatif : un équilibre contrasté

L'évaluation de la qualité de l'emploi dans le secteur associatif reste difficile en raison du manque de données spécifiques. L'analyse s'appuie ici sur l'enquête "Conditions de travail 2019" en mobilisant six dimensions clés : emploi, temps de travail, conditions de travail, environnement, autonomie/participation et perspectives.

Pour affiner la comparaison, les résultats ont été ajustés selon la taille et le secteur d'activité des structures, avec un focus particulier sur les associations de moins de 20 salariés.

Des fragilités bien identifiées

Les salariés associatifs, par rapport aux autres salariés, déclarent en moyenne :

- Une insatisfaction salariale plus marquée ;
- Un sentiment d'insécurité plus fort, lié à la précarité des financements ;
- Une plus forte charge émotionnelle et davantage de tensions avec le public, notamment dans les grandes structures ;
- Des horaires plus morcelés et un recours plus fréquent au travail dominical ;
- Une plus faible représentation collective, surtout dans les petites associations.

Mais aussi de réels points forts

À structures comparables, ils bénéficient, en moyenne :

- De moindres contraintes physiques et moins de pression hiérarchique ;
- D'une plus forte utilité sociale perçue et d'un alignement éthique avec leurs valeurs ;
- D'un sentiment d'apprentissage et de développement personnel plus prononcé ;
- D'une meilleure information sur les risques ;
- De moins d'imprévisibilité horaire ;
- Et d'un niveau de satisfaction professionnelle globalement plus élevé, malgré les contraintes.

Un modèle à préserver

Le secteur associatif offre ainsi un modèle de travail plus humain et porteur de sens, mais qui repose sur des équilibres fragiles. Les tensions budgétaires, la pression gestionnaire et le manque de représentation syndicale, notamment dans les petites structures, menacent cette dynamique. Consolider ces atouts tout en améliorant les conditions objectives constitue un enjeu majeur pour l'avenir du secteur.

Ce modèle présente de forts atouts, mais il repose sur des équilibres fragiles, notamment en période de tensions budgétaires ou de transformation du secteur associatif vers des logiques plus gestionnaires. Les petites structures semblent, à ce titre, mieux préserver certaines qualités relationnelles et d'autonomie, même si elles souffrent d'un déficit de représentation collective.

Conclusion

Les salariés du secteur associatif ont souvent des conditions objectives de travail plus difficiles (rémunération, sécurité, charge émotionnelle), mais bénéficient en retour d'une organisation plus participative, d'un plus fort sens au travail et d'une satisfaction professionnelle plus élevée.

Ce paradoxe montre qu'il est essentiel de considérer à la fois les conditions objectives et subjectives pour comprendre la qualité de l'emploi.

Le secteur associatif doit continuer à améliorer les conditions concrètes de travail, notamment en exigeant les moyens de le faire auprès des partenaires financiers, tout en préservant le sens et l'autonomie, clés de la soutenabilité dans ces métiers.



Créer des environnements éducatifs propices à la prévention des violences sexuelles : quelles pratiques, quelle posture ?

Par **Sébastien Brochot**,

Président de l'Association Une Vie, préventeur au CRIAVS¹

Île-de-France, animateur de la chaîne d'Éducation populaire

Preventorium et coordonnateur du média Violences-Sexuelles.info.

Le rôle du préventeur, dans le champ de la santé publique, implique de comprendre les causes d'un problème afin de rechercher, de développer et de tester des stratégies de prévention efficaces pour en limiter la survenue ou la réminiscence. Mon objet d'étude est la prévention des violences sexuelles.

1. Centre Ressources pour Intervenants auprès d'Auteurs de Violences Sexuelles (CRIAVS) Île-de-France.

J'élabore des programmes et des outils pédagogiques, comme EdSens®, le programme d'Éducation à la Vie Affective, Relationnelle et à la Sexualité (EVARS) ou la Fresque des Violences Sexistes et Sexuelles, je propose des formations dans toute la France et j'aide les structures à créer des environnements sécurisés afin de prévenir au mieux les violences, notamment sexuelles. J'interviens à ce titre pour trois structures : l'Association Une Vie (lvie.org) dont je suis Président, la plateforme Bonheur.fr et le CRIAVS Île-de-France (criavs.fr), un service public qui forme et accompagne les professionnels prenant en charge les auteurs d'infractions sexuelles ou les enfants ayant des comportements sexuels problématiques.

La prévention des violences sexuelles

En France, la prévention des violences sexuelles a suivi une progression en plusieurs étapes. Les premières réponses sociétales ont été principalement répressives, centrées sur l'aggravation des sanctions pénales. On sait aujourd'hui que cette approche a une efficacité limitée et peut même être contre-productive : les longues peines compliquent les processus de réinsertion, favorisent les récidives et préviennent rarement les passages à l'acte initiaux.

À partir des années 1980, des campagnes de sensibilisation ont été mises en place à destination des enfants. Malheureusement, nombre d'entre elles étaient maladroites : elles insistaient sur le danger d'un agresseur inconnu, souvent masculin, extérieur à la sphère familiale, véhiculant des représentations parfois trompeuses et souvent anxiogènes. Certaines étaient mal adaptées à l'âge des enfants ou utilisaient des messages trop simplistes, parfois mal compris, voire contre-productifs.

Ce n'est que récemment que s'est imposée une approche globale de santé publique, fondée sur la reconnaissance d'un modèle multifactoriel, reconnaissant que les violences sexuelles ne sont jamais le résultat d'un seul facteur de risque, mais dépendent d'interactions complexes entre facteurs individuels, relationnels, communautaires et sociétaux. En 2024, une vaste méta-analyse, fondée sur plusieurs centaines d'études menées entre 1985 et 2018, a permis d'identifier les approches de prévention les plus robustes. Pour les découvrir en détail, je vous invite à consulter la chaîne YouTube Preventorium (youtube.com/@preventoriumfr).

Quels sont les enjeux ?

Les violences sexuelles faites à l'encontre des mineurs suscitent un intérêt croissant dans le débat public. Sujet douloureux, complexe, qui génère des réactions émotionnelles intenses : peur, malaise, sidération, mais aussi – et surtout – une colère légitime. Toutefois, cette colère, si elle n'est pas canalisée, peut nourrir un cycle de violence. On ne lutte pas contre la violence par la violence. L'un des premiers enjeux de la prévention est donc d'initier une mise à distance émotionnelle, afin d'agir avec lucidité et efficacité.

Un deuxième enjeu fondamental est celui du repérage. On ne peut prévenir ce que l'on ignore. Or, les violences sexuelles demeurent cernées de tabous, de silence, de représentations erronées. Elles traversent tous les milieux, sans distinction de classe sociale, de culture ou de religion. Les formes de violences sexuelles commises contre des mineurs sont aussi beaucoup plus variées que ce que l'on croit – surtout si l'on prend en compte les infractions autres que le viol ou l'agression sexuelle. Ces dernières restent en outre mal connues dans leurs définitions juridiques. Qui connaît précisément les éléments constitutifs du viol en droit français ? Le site Violences-Sexuelles.info a été conçu pour pallier cette méconnaissance.

Mieux repérer les situations suppose aussi de cesser de projeter des stéréotypes sur les victimes ou les auteurs. Une victime peut être n'importe quel enfant ou adolescent. Un auteur peut être n'importe quel adolescent ou adulte, femme ou homme. Pourtant, beaucoup préfèrent se rassurer en parlant de "prédateurs", figures imaginées comme lointaines et monstrueuses, plutôt que de questionner les comportements problématiques, fragilisants, au sein même de nos familles ou de nos structures éducatives.

À ce repérage doit succéder une autre étape essentielle : le signalement. Trop de structures freinent encore les informations préoccupantes (IP), par méconnaissance, par peur des conséquences, ou par simple inertie. Or, tout professionnel ou bénévole intervenant auprès de mineurs – au même titre que tout citoyen – a une obligation de signalement face à une situation préoccupante où un mineur pourrait être en danger.

Il revient aux responsables associatifs d'initier et de maintenir des environnements protecteurs, qui passent par un triptyque : des encadrants compétents, un cadre sécurisé et une culture du respect.

Des encadrants compétents

La vérification administrative via l'attestation d'honorabilité (contrôle du FIJAISV³ et de certaines mentions du casier judiciaire) constitue un premier niveau de protection. Mais elle est loin de suffire. Toute personne intervenant régulièrement auprès de mineurs doit être formée à trois grands domaines : le recueil de la parole d'un enfant (afin de ne pas saboter le travail des forces de l'ordre et des UAPED⁴), les obligations légales de signalement, et

la juste posture éducative. Le support “PROTEGE”, disponible gratuitement sur le site Violences-Sexuelles.info, propose un cadre clair et des règles concrètes pour encadrer ce positionnement éducatif.

Il faut également du courage institutionnel pour refuser certaines candidatures, même dans des contextes de pénurie de personnel et pour écarter temporairement ou durablement des intervenants – femmes ou hommes – qui ne respectent pas les règles ou refusent les recadrages.

Un cadre sécurisé

Créer un environnement protecteur suppose de construire, ou de réviser, des protocoles clairs sur l'accueil, la gestion des révélations, les signalements, les mises à pied, la communication avec les équipes, avec les jeunes, avec les familles, et parfois même avec les médias. Ces protocoles doivent prendre la forme la plus adaptée aux usages internes : fiche réflexe, guide, plan d'action, référentiel... mais leur construction doit être collective et rigoureuse. Ils doivent être pensés pour assurer leur utilisation dans des moments de débordement. Il faut donc viser la simplicité de prise en main, de compréhension et d'utilisation, l'efficacité, la clarté des rôles et des responsabilités, afin que chaque membre de l'équipe sache précisément quoi faire, à quel moment, et dans quelles limites, même en situation de tension ou d'urgence.

Un point souvent négligé concerne la gestion des comportements sexuels des enfants ou des adolescents. Elle requiert une formation spécifique des encadrants. Le livret “Les comportements sexuels des enfants”, en libre accès sur le site précité, ainsi que le système des drapeaux Sensoa⁵, sont des outils simples d'utilisation, permettant d'analyser la gravité d'une situation afin d'y répondre de manière adaptée.

Enfin, tous les protocoles de gestion de signalement doivent intégrer un volet d'accompagnement pour toutes les personnes concernées : victimes présumées, témoins (mineurs, parents, professionnels), mais aussi personnes mises en cause. Il n'est pas humainement acceptable que certaines d'entre elles, confrontées à une procédure de mise à pied ou à une exclusion sans accompagnement, se retrouvent dans un tel désarroi qu'elles mettent fin à leurs jours, ce que l'on voit de plus en plus souvent, y compris dans certains cas où l'enquête révèle ensuite leur innocence.

Pour toute personne concernée par un comportement sexuel ou un lien inadapté envers un enfant, il est impératif de proposer une orientation spécifique. Le numéro STOP au 0 806 23 10 63, porté par la Fédération française des CRIAVS, permet d'orienter vers un soutien adapté les personnes, femmes ou hommes, troublées par des enfants et inquiètes d'un possible passage à l'acte.

Une culture du respect

Une prévention durable des violences sexuelles passe par un travail éducatif auprès des enfants et des adolescents eux-mêmes. Parions sur l'avenir et investissons notre temps et notre énergie dans la protection des prochaines générations en transmettant à chacun des repères, des compétences, une capacité de discernement et une confiance en soi et en l'autre.

Les nombreuses recherches sur le sujet indiquent que l'approche la plus efficace pour prévenir les violences est le développement des compétences psychosociales, qui prennent en compte l'individu dans le collectif, permettant de renforcer à la fois les habiletés personnelles et sociales. C'est l'enjeu du programme gouvernemental “Génération 2037”, qui vise à déployer et pérenniser massivement ces initiatives.

La prévention des violences sexuelles peut être fortement améliorée en multipliant les interventions EVARS, qui doivent être menées par des professionnels formés à cet effet, car on ne peut pas improviser ces initiatives. Ces actions doivent irriguer tous les espaces de vie des jeunes : les établissements scolaires, bien sûr, mais aussi les accueils périscolaires, les centres sociaux, et bien entendu, les séjours éducatifs.

L'usage d'outils adaptés, en lien avec le développement de l'enfant ou de l'adolescent, est essentiel : livres pour cultiver l'intelligence émotionnelle (par exemple la série “Des mots pour mieux comprendre”), cahiers d'expression comme les “Cahiers de bonheur”, ou vidéos de sensibilisation comme la “Chanson du consentement” disponible sur Consentement.info.

Un projet éducatif global

Toute action de prévention n'a de sens que si elle s'inscrit dans un projet éducatif global, porté par une direction soutenant, cadrant, qui assume ses responsabilités et soutient ses équipes. Un projet fondé sur la connaissance, la rigueur, l'écoute, la cohérence et la bienveillance.

C'est en fédérant nos forces, en partageant nos expériences, mais aussi nos doutes, nos erreurs, nos fragilités, que nous pourrions ensemble créer des environnements éducatifs véritablement protecteurs. Des lieux où enfants et adolescents grandiront en confiance, où ils pourront – s'ils en ont besoin – confier leurs souffrances sans crainte, afin d'être accompagnés vers leur émancipation.

3. Fichier judiciaire automatisé des auteurs d'infractions sexuelles ou violentes.

4. Unité d'accueil pédiatrique enfants en danger.

5. Le système des drapeaux de Sensoa est une méthode qui permet de faciliter les échanges sur les comportements sexuels, éventuellement transgressifs, des adultes. Sur base de 6 critères, il est possible d'évaluer un comportement à l'aide de drapeaux de différentes couleurs et d'obtenir des propositions pour réagir de manière appropriée.



Éducation nationale / Éducation populaire : Quels liens et quelles articulations pour le bien-être des jeunes ?

Intervention d'**Éric Le Grand**,
consultant en promotion de la santé et professeur affilié à l'École des
Hautes Études en Santé Publique (EHESP),

et de **Benjamin Moignard**,
Inspecteur général de l'éducation du sport et de la recherche,
professeur des universités, détaché à l'inspection générale de
l'éducation, au Congrès 2025 de la Fédération des Aroéven.

Table ronde animée par **Sophie Renaudin**, conseillère de Monsieur le
recteur et déléguée académique à l'éducation artistique et à l'action
culturelle.

Propos retranscrits par **Thomas Risso**, chargé de communication,
Elisa Lerat, assistante communication et **Daphné Chevrier**,
responsable communication à la Fédération des Aroéven.



Le bien-être peut-il être pleinement atteint de manière individuelle ou implique-t-il nécessairement une dimension collective et relationnelle ?

Éric Le Grand : En ma qualité de sociologue, spécialisé en promotion de la santé, je rappelle qu'il est essentiel de ne pas limiter la santé à une affaire strictement médicale ou individuelle. Elle est influencée par des déterminants sociaux, économiques, éducatifs, culturels. C'est pourquoi, quand on parle de bien-être des jeunes, je pense qu'il faut d'abord poser la question : de quelle santé parle-t-on ?

Pour moi, le bien-être ne peut pas être envisagé uniquement comme un état personnel ou une simple sensation individuelle. Il est profondément influencé par l'environnement, les relations sociales, les politiques publiques. Le réduire à une question de responsabilité personnelle revient à négliger des facteurs majeurs. En France, on a souvent cette culture du renvoi à l'individu, alors que le bien-être devrait être une responsabilité collective. La santé mentale, par exemple, est trop souvent abordée uniquement par l'angle du soin individuel, alors qu'elle dépend fortement du cadre de vie, de l'environnement éducatif, social et des dynamiques collectives.

Je milite pour des approches systémiques. Que ce soit à l'école, dans les centres de loisirs, ou ailleurs, tout l'environnement joue un rôle. L'accueil d'un enfant, la qualité des lieux (la salle de sieste, le réfectoire...), les attitudes des professionnels sont autant de leviers de santé. C'est dans cette logique que nous développons les "centres de loisirs promoteurs de santé", à l'image des écoles promotrices de santé.

Benjamin Moignard : Je ne suis pas un spécialiste du bien-être en soi, mais je l'aborde à travers le prisme de la sociologie de l'éducation. Ce qui m'interroge, c'est le succès croissant de cette notion dans les discours et les

politiques publiques. Le bien-être à l'école est devenu une sorte de mot-valise, utilisé dans des contextes très variés, parfois même de manière simplificatrice. On a vu cela avec d'autres concepts avant lui, comme le "climat scolaire" : à force d'être utilisé partout, il perd de sa force et de sa précision.

Je dis cela sans remettre en cause l'importance du bien-être à l'école. Évidemment, personne ne peut se réjouir du mal-être. Mais j'insiste : le bien-être n'est pas une finalité en soi de l'école. L'école a des missions fondamentales : instruire, socialiser, former des citoyens. Le bien-être peut favoriser ces missions, mais il ne les remplace pas. Il faut faire attention à ne pas substituer une approche très individualisée à une réflexion plus large sur les inégalités structurelles.

Or, ce que je constate, c'est une tendance croissante à individualiser tous les problèmes scolaires. Les politiques éducatives s'orientent vers une logique du "chacun pour soi" : il faut adapter l'école aux besoins spécifiques de chaque élève. Cela part d'une bonne intention, mais cela peut conduire à invisibiliser les causes collectives des inégalités scolaires. On a de plus en plus de mal à penser l'école comme un espace commun, où l'on agit sur des groupes, sur des collectifs.

C'est exactement ce que Jean-Yves Rochex appelle la tentation du "préceptorat généralisé" : cette idée que pour aider un élève, il faudrait toujours répondre à ses besoins individuels, de manière presque thérapeutique. Le bien-être, dans cette optique, devient un outil parmi d'autres de cette individualisation à outrance. Or, pour moi, une école démocratique, c'est aussi une école qui crée du commun, pas seulement de l'individuel.

Comment l'Éducation nationale et l'Éducation populaire pourraient-elles travailler davantage ensemble ?

Benjamin Moignard : Si on veut renforcer la participation des élèves et développer des démarches éducatives collectives et émancipatrices, alors il faut s'interroger sur la manière dont on forme les enseignants. Aujourd'hui, leur formation est très technique. Mais ce qui manque cruellement, c'est une réflexion sur le sens de l'école, sur son rôle dans la société, sur les coopérations possibles avec d'autres professionnels. L'Éducation populaire, à mon sens, peut jouer un rôle clé pour réintroduire du sens dans l'action éducative, pour reconnecter l'école avec des projets collectifs et citoyens.

Je constate que certains militants de l'Éducation populaire sont devenus très critiques vis-à-vis de l'école, parfois à raison, mais je rappelle qu'à ce jour, nous n'avons pas d'alternative plus puissante que l'école pour émanciper les enfants des milieux populaires. Plutôt que d'opposer les mondes, il me semble nécessaire de penser les complémentarités, à condition de reconnaître les contraintes et les réalités des enseignants, qui sont eux-mêmes souvent en souffrance.

En résumé, je reste très attentif aux usages du bien-être dans les politiques éducatives. Il peut être une ressource, mais aussi une impasse, s'il sert à masquer les véritables enjeux de justice sociale. Pour moi, l'essentiel reste la capacité de l'école à former des citoyens capables de comprendre, critiquer et transformer le monde, pas seulement de "se sentir bien".

Éric Le Grand : Je milite pour une approche globale, territoriale, transversale. Je rappelle que ce sont les environnements qui créent les conditions du bien-être. Dans ce cadre, l'Éducation populaire a un rôle clé à jouer aux côtés de l'Éducation nationale. Il faut sortir de la logique de juxtaposition des dispositifs publics et œuvrer à une réelle complémentarité. En conséquence, on épuise les professionnels, on démultiplie les actions sans cohérence, et surtout, on continue à parler des jeunes sans les faire parler eux-mêmes.

Enfin, il me semble crucial de rappeler que les compétences psychosociales comprennent aussi des compétences comme le plaidoyer, la capacité à s'exprimer, à critiquer de manière constructive. Mais ces dimensions sont souvent négligées au profit d'approches psychologisantes focalisées sur la gestion émotionnelle. J'attends avec impatience que l'on intègre davantage cet aspect critique et citoyen du développement des jeunes. Au fond, le bien-être, ce n'est pas juste aller bien : c'est pouvoir agir sur sa vie, individuellement et collectivement.



Conclusion

Sophie Renaudin : En conclusion, si la coopération entre acteurs éducatifs reste complexe sur le terrain, certains dispositifs comme les Cités éducatives ou les Territoires éducatifs ruraux montrent qu'un travail collectif est possible, notamment autour des jeunes les plus fragilisés. Dans notre académie, l'expérience des contrats territoriaux en éducation artistique et culturelle, portés à l'échelle intercommunale, illustre cette dynamique : malgré des tensions liées aux moyens, le dialogue entre partenaires perdure.

Ce qui fait la réussite de ces projets, c'est souvent la présence d'un professionnel dédié à la coordination, capable de comprendre les logiques de chacun et de créer les conditions d'un partenariat durable. Le bien-être des jeunes passe par là : du temps, de la concertation et une volonté partagée de construire ensemble.



Pour une culture du bien-être à l'école : quels enjeux, quelles évaluations ?

Intervention d'**Agnès Florin**, professeur Émérite de psychologie de l'enfant et de l'éducation à Nantes Université, responsable du Centre national d'étude des systèmes scolaires (CNESCO), au Congrès 2025 de la Fédération des Aroéven.

Propos retranscrits par **Thomas Risso**, chargé de communication, **Elisa Lerat**, assistante communication et **Daphné Chevrier**, responsable communication à la Fédération des Aroéven.

Le harcèlement scolaire et le bien-être des professionnels de l'éducation sont des enjeux majeurs, mais ils ne seront pas abordés ici. Pour les approfondir, les ressources de la conférence CNESCO 2023 sur le bien-être à l'école¹ offrent des pistes riches et accessibles.



1. Centre national d'étude des systèmes scolaires : <https://www.cnesco.fr/fr/le-bien-etre-a-lecole/>

Penser le bien-être des élèves : une approche globale

Au Centre nantais de recherches en éducation (Cren, UR2661, Nantes Université), nous nous appuyons sur la définition de la santé de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) : un bien-être complet, physique, mental et social. Cette approche met l'accent sur les facteurs de protection, d'où le refus de parler "d'enfants à risque" : l'école doit avant tout protéger.

Le bien-être combine émotions, relations sociales, plaisir de vivre et sens de l'existence. Il repose sur une articulation entre bien-être hédonique (plaisir) et eudémonique (épanouissement), que résume le modèle PERMA : émotions positives, engagement, relations, sens, accomplissement.

Cette vision s'enrichit du modèle écologique du développement, qui place l'enfant au cœur de systèmes interactifs :

- L'environnement immédiat auquel il participe : famille, école, voisinage ;
- L'interaction entre deux environnements du microsystème : échanges entre parents et enseignants, compatibilité des horaires, communauté des valeurs (le mésosystème) ;
- Le contexte dans lequel l'enfant n'est pas directement impliqué, mais qui influence néanmoins sa vie : milieu de travail des parents, ministère de l'éducation (l'exosystème) ;
- Le contexte culturel plus large incluant les questions de valeurs et d'attentes : croyances, idéologies, valeurs, façons de vivre d'une culture ou d'une sous-culture (le macrosystème) ;
- S'y ajoute un cinquième niveau, celui des influences découlant de contextes du passé : les effets de l'expérience sur le comportement ultérieur (chronosystème).

Ces niveaux influencent son bien-être autant que ses compétences, ses vulnérabilités ou les transitions de vie qu'il traverse.

Un cadre essentiel pour repenser le rôle de l'école dans la construction d'environnements vraiment favorables au développement de chacun.



Le bien-être des élèves, une réalité multidimensionnelle

Selon Huebner et ses collègues, le bien-être des enfants se décline en plusieurs domaines : soi, famille, école, loisirs et relations entre pairs. Il s'agit d'une évaluation à la fois affective et cognitive de la satisfaction ressentie dans ces sphères de vie.

Dès l'école maternelle, il est possible d'explorer ce bien-être à travers des questions simples – Qu'est-ce qui te rend heureux ? Malheureux ? Que changerais-tu si tu avais une baguette magique ? – s'inspirant de la théorie de l'autodétermination (Deci & Ryan), fondée sur trois besoins psychologiques fondamentaux : autonomie, compétence et relations.

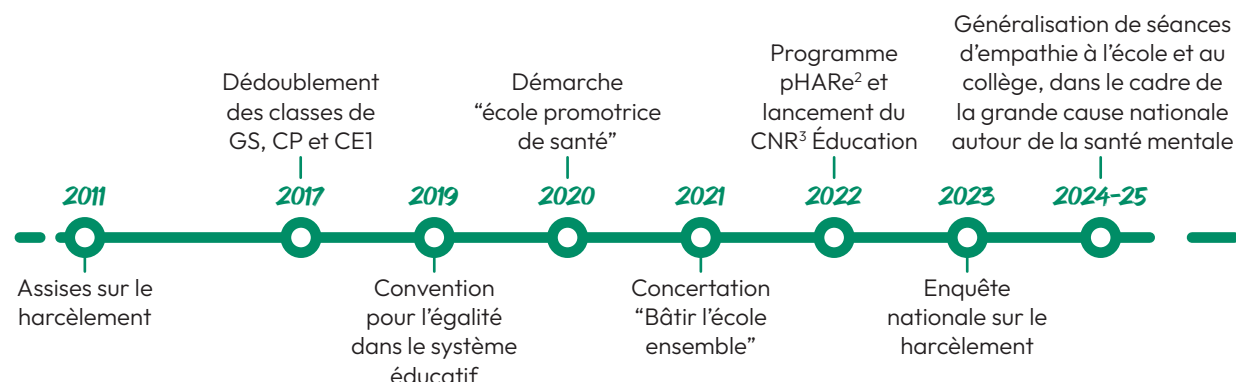
Le bien-être est associé à de nombreux indicateurs : engagement scolaire, état de santé, qualité de vie perçue, sentiment de réussite (Florin & Guimard, 2017), estime de soi et comportements prosociaux (Wikman et al., 2022). Il convient toutefois de rappeler que ces relations sont corrélationnelles et ne traduisent pas nécessairement une causalité.

En France, le bien-être scolaire est intégré à la notion plus large de climat scolaire, représentée notamment par la "marguerite" du ministère de l'Éducation nationale, qui regroupe des dimensions telles que la coéducation, la qualité de vie à l'école et la prévention des violences. Comme le soulignait Éric Debarbieux, "le climat scolaire est le reflet du jugement des parents, éducateurs et élèves sur leur vie à l'école" – un jugement subjectif, parfois flou, qui rend son évaluation complexe mais essentielle.

Le bien-être à l'école : une prise de conscience récente

Le bien-être à l'école n'a jamais été véritablement priorisé en France. Pendant longtemps, la mission de l'école était uniquement perçue en termes d'instruction, reléguant le bien-être au second plan. Pourtant, depuis plusieurs décennies, les données internationales soulignent déjà les liens entre bien-être, pédagogie et compétences sociales.

Depuis 2010, plusieurs étapes ont marqué un changement progressif :



Malgré ces avancées, la réalité reste complexe : les dispositifs manquent souvent de moyens humains, notamment en psychologie de l'éducation et en santé scolaire, où les postes peinent à être pourvus.

Cependant, le tabou sur la santé mentale en milieu scolaire se dissipe, et les discussions autour de l'anxiété ou des troubles psychiques sont devenues plus courantes, notamment depuis la crise du COVID-19. Un progrès encourageant, même s'il reste à concrétiser.

Depuis la Révolution française, l'école hésite entre mission d'instruction et rôle d'éducation globale. Aujourd'hui, elle doit former des individus capables de vivre pleinement tout au long de leur vie, ce qui implique de favoriser leur épanouissement personnel.

L'école, où les enfants passent une grande partie de leur temps, est un lieu central pour leur qualité de vie. Leur bien-être dépend des interactions qu'ils entretiennent avec les enseignants, les parents et leurs pairs.

Le modèle sociologique de Konu & Rimpela (2002) situe le bien-être scolaire à l'intersection de multiples facteurs : conditions de vie scolaire (organisation scolaire, rythmes scolaires, etc.), relations sociales (climat scolaire, relations enseignant-élève, soutien des familles, etc.), accomplissement personnel (valeur accordée au travail de l'élève, soutien, confiance en soi), état de santé (fatigue, sommeil, symptômes psychosomatiques, etc.).

Évaluer le bien-être subjectif à l'école

Pour saisir l'expérience scolaire des élèves, il est nécessaire de disposer d'outils fiables. Les évaluations ont évolué, passant de mesures globales comme "J'aime l'école" à des questionnaires détaillés à plusieurs dimensions.

Avec mes collègues, nous avons développé un outil mesurant six dimensions clés : les relations entre pairs, la satisfaction vis-à-vis de la classe, le sentiment de sécurité, la satisfaction des activités scolaires, les relations avec les enseignants, et l'anxiété liée aux évaluations.

Sur un large échantillon d'élèves de la maternelle au collège, 80 % expriment une satisfaction sociale et un sentiment de sécurité élevés. En revanche, les activités scolaires, les relations avec les enseignants et surtout l'anxiété face aux évaluations restent des points faibles, présents dès la maternelle. Les élèves perçoivent tôt la hiérarchie liée à la réussite, même sans notation formelle.

Le bien-être décline généralement avec l'âge, particulièrement au collège et chez les filles, en lien avec les processus d'orientation qui peuvent affecter l'estime de soi.

Chez les 5-7 ans, un questionnaire simplifié révèle des tendances similaires : un fort attachement aux relations sociales et une anxiété notable vis-à-vis des évaluations.

Enfin, une étude longitudinale confirme que le bien-être favorise la réussite scolaire via le sentiment d'efficacité personnelle - un concept central dans les travaux d'Albert Bandura : mieux on se sent, plus on croit en ses capacités, et meilleurs sont les résultats.

2. Programme de lutte contre le harcèlement à l'école.

3. Conseil National de la Refondation.

Le bien-être des enfants et des jeunes au-delà de l'école

Les enquêtes internationales (UNICEF, PISA, HBSC, Children's Worlds) et françaises (UNICEF France, CREN, DEPP) révèlent que si la majorité des enfants se déclarent satisfaits de leur vie, des disparités importantes subsistent. En France, les enfants issus de milieux défavorisés montrent moins d'engagement, de motivation et de confiance. En 2016, 28 % des élèves de CM1 à 6e n'aimaient pas l'école et affichaient un faible sentiment d'appartenance.

Les données PISA indiquent une baisse de la satisfaction à 15 ans, avec une anxiété marquée, surtout chez les filles. L'enquête HBSC (45 pays) souligne un stress croissant : 31 % des jeunes français se sentent stressés, dont 51 % des filles. Parallèlement, le soutien social diminue, l'activité physique est faible et la santé mentale se détériore.

Selon la consultation UNICEF France de 2021 (Florin & al 2021), 55 % des jeunes craignent de ne pas réussir leur vie, dont 30 % en ce qui concerne l'école. L'estime de soi et la coopération sont faibles, et certains espaces scolaires comme la cantine ou les toilettes sont sources de stress pour de nombreux élèves.

La participation des élèves aux décisions prises pour l'organisation et les activités scolaires reste limitée, comme le souligne le Défenseur des droits (2020). Or, le sentiment d'appartenance passe par la possibilité d'être entendu.

Un phénomène inquiétant émerge : le burnout scolaire touche 15 % des lycéens (Vansoeterstede, 2023) et débute parfois dès l'école primaire. Lié au stress, à la pression et au manque de soutien, il peut conduire au décrochage. En 2021, 10 % des jeunes de 18 ans ont envisagé ou tenté le suicide.

En somme, malgré une satisfaction globale, de fortes inégalités liées à la précarité, au handicap, au genre et à l'âge apparaissent. Le bien-être tend à diminuer avec le temps, sous l'effet du stress, du déficit de soutien et du faible pouvoir d'expression des jeunes.

Interaction entre bien-être des élèves et bien-être des professionnels

Les recherches (Rasclé & Bergugnat, 2016) soulignent une interdépendance entre le bien-être des élèves et celui des enseignants. La qualité de vie au travail des professionnels dépend notamment de leurs interactions avec les élèves, influencées par leurs perceptions et par le climat scolaire.

Comme les élèves, les enseignants ont besoin d'un fort sentiment d'efficacité personnelle : lorsqu'il est faible, il fragilise leur posture, notamment face aux difficultés disciplinaires ou au pessimisme sur les capacités des élèves. Un climat scolaire positif modère les phénomènes négatifs comme le harcèlement et crée un environnement protecteur, impliquant toute la communauté éducative.

L'action collective est essentielle : respect de la diversité, décisions partagées, implication des élèves, entraide et coopération. Certains pays, comme le Japon, développent des pratiques collaboratives entre enseignants (co-observation, co-construction de cours) pour améliorer la qualité éducative.

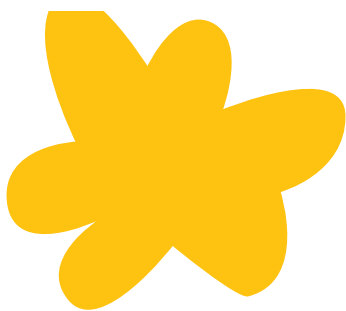
Le soutien social et une vision commune entre parents et enseignants renforcent cette dynamique, via des partenariats entre écoles et associations. Informer les familles sur les objectifs éducatifs et sociaux favorise cette coopération.

Des initiatives locales montrent aussi l'importance du soutien entre collègues, par exemple à travers des tutorats informels qui facilitent l'entraide pédagogique.

Enfin, l'école inclusive, renforcée par la loi de Refondation de 2013, doit répondre aux besoins de tous les élèves, en particulier des plus vulnérables. Pour ces derniers, souvent issus de milieux précaires, l'école constitue un repère crucial, où bien-être et réussite reposent sur une pédagogie exigeante et bienveillante, un soutien constant et une attention portée à leur développement personnel et relationnel.

Références :

- Florin, A., Galharret, J.M., Mercier, C., Toussaint, E. & Zanna, O. (2021). Rapport sur la consultation nationale 2021 Unicef des 6-18 ans. La jeunesse a bonne école ? <https://www.unicef.fr/article/consultation-nationale-des-6-18-ans-2021>
- Florin, A. & Guimard, P. (2017). La qualité de vie à l'école. Rapport scientifique au Cnesco. <https://www.cnesco.fr/fr/qualite-vie-ecole>
- Konu, A. & Rimpela, M. (2002). Well-being in schools: a conceptual model. *Health Promotion International*, 17, 1, 79-87.
- Rasclé, N. & Bergugnat, L. (2016). Qualité de vie des enseignants en relation avec celle des élèves : revue de question, recommandations. www.cnesco.fr
- Senik, C. (2012). The causes of happiness and misery. In Clark, A.E., Layard, R., Senik, C. UN world happiness report.
- Vansoeterstede, A. (2023). Burnout scolaire et engagement dans le travail scolaire chez les lycéens : identification de profils et rôle des processus transactionnels. Thèse de doctorat en psychologie, Université Paris Cité.
- Wikman, C., Allodi, M. W., & Ferrer-Wreder, L. A. (2022). Self-Concept, Prosocial School Behaviors, Well-Being, and Academic Skills in Elementary School Students: A Whole-Child Perspective. *Education Sciences*, 12(5), 298.



Soutenir l'apprentissage des élèves ayant des besoins spécifiques

L'accompagnement des élèves à besoins spécifiques est une priorité éducative en France et à l'international (OCDE). De nombreux enseignants demandent à être formés sur ces enjeux.

Le rapport du HCFEA (2023) alerte sur une médicalisation parfois excessive des troubles du comportement, soulignant l'importance d'un cadre éducatif stable, respectueux et individualisé. Une telle approche favorise la prévention du mal-être sans recourir systématiquement aux médicaments.

Les données récentes (HBSC, PISA, Enabee) révèlent un niveau préoccupant d'anxiété et de troubles chez les enfants et adolescents français. Le diagnostic de TDAH, par exemple, varie selon le mois de naissance, interrogeant notre rapport à la norme et aux attentes scolaires.

Le bien-être des enfants est aussi lié aux conditions familiales et à la qualité des liens d'attachement. Un soutien à la parentalité, à la sécurité affective et à la gestion du quotidien (sommeil, écrans, scolarité) est essentiel.

Enfin, recréer un lien de confiance avec les familles les plus éloignées de l'école implique de dépasser le tout numérique, en misant sur la médiation humaine et les réseaux associatifs, éducatifs et familiaux.

Améliorer le climat socio-émotionnel à l'école

Depuis 2022, une stratégie nationale vise à renforcer le climat socio-émotionnel dès la maternelle. Les programmes sont plus efficaces lorsqu'ils mobilisent directement les compétences psychosociales des enseignants.

La pleine conscience, adaptée aux besoins des enfants, réduit stress, anxiété et troubles de l'attention tout en améliorant le bien-être.

Cette démarche repose sur la confiance mutuelle entre enseignants et élèves. Le mentorat entre enseignants expérimentés et débutants favorise aussi le bien-être professionnel et la réussite des nouveaux enseignants.

Conditions favorables au bien-être à l'école : considérer l'enfant dans son environnement

Le bien-être des enfants ne se réduit pas à leurs caractéristiques individuelles. Il dépend aussi des dimensions sociales et organisationnelles de l'école, qui doivent offrir des réponses adaptées à chaque élève. Le bien-être doit s'intégrer aux pratiques quotidiennes, du niveau de la classe aux politiques ministérielles.

L'organisation spatiale et temporelle (rythmes scolaires, aménagement des espaces) joue un rôle clé. Il est essentiel d'éviter les évaluations publiques dévalorisantes et de proposer un équilibre entre culture, sport et apprentissages, en respectant les rythmes biologiques, par exemple en débutant les cours plus tard pour les adolescents, souvent "couche-tard" (en décalage physiologique, indépendant de l'utilisation d'écrans le soir).

Le sommeil, souvent insuffisant, doit être mieux pris en compte, notamment par l'éducation et des aménagements comme la sieste. La violence verbale ou physique, largement répandue, altère les relations et développe agressivité et insensibilité, mais des relations positives avec les adultes peuvent compenser les difficultés familiales.

L'éducation populaire contribue à réduire les inégalités territoriales en matière d'accès aux loisirs et au développement des compétences psychosociales.

Enfin, il est crucial de reconnaître les enfants comme acteurs sociaux compétents et de les associer activement à la vie scolaire, afin de construire une société inclusive. Cela implique de former les professionnels pour mieux accompagner leur développement, protection et bien-être, quelles que soient les contraintes qui pèsent sur le développement des enfants et des jeunes (santé, handicap, précarité, difficultés familiales, etc.).

Comme le souligne Claudia Senik (2012) :

"Les politiques devraient prendre en compte l'influence indiscutable des facteurs psychologiques et culturels dans la perception du bien-être.

Et comme ceux-ci sont en partie acquis à l'école, et dans d'autres instances de socialisation, cela pointe de nouveaux aspects des politiques publiques liés aux aspects qualitatifs de notre système éducatif."

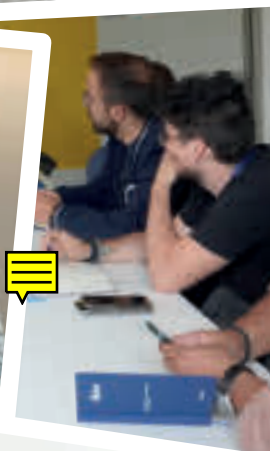
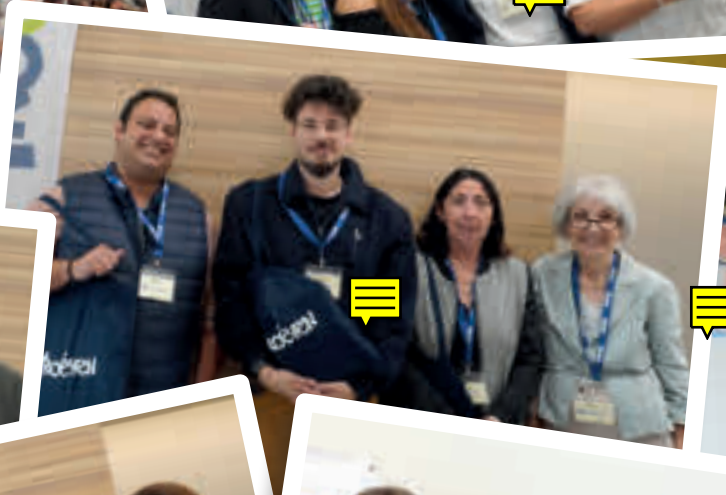
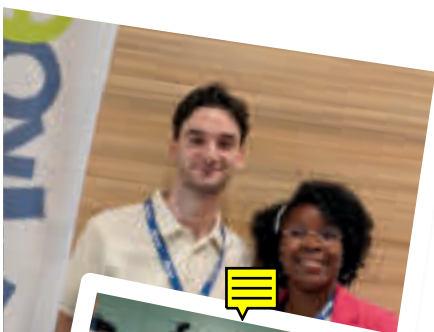


Fédération des Aroéven

67, rue Vergniaud, Porte L, 75013 Paris

federation@aroeven.fr

01 45 88 62 77



AGIR ENSEMBLE POUR
UNE ÉDUCATION ÉMANCIPATRICE
ET UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE

